



Le 4 avril 2023

FRONT COMMUN INTERSYNDICAL

Hausse du coût de la nourriture, du logement et du transport, infrastructures qui tombent en décrépitude dans les secteurs de la santé et de l'éducation, précarisation croissante du travail, baisse des salaires, désastre climatique en cours et crise en santé mentale : mais que fait le gouvernement?

Le gouvernement Legault déçoit la population du Québec

Au Canada, à la fin de 2022, les profits des grandes entreprises ont atteint un sommet record, comptant pour 20 % du PIB, et au même moment, la fréquentation des banques alimentaires du Québec n'avait jamais été aussi grande. Le gouvernement Legault applique une stratégie de privatisation en santé au moment où le personnel soignant quitte en grand nombre le secteur public, ce qui laisse près d'un million de personnes sans accès à des soins médicaux de base. Au Québec, où les écoles publiques sont à court d'au moins 1 000 enseignantes et enseignants, l'offre salariale du gouvernement n'est toujours pas assez intéressante pour empêcher ces travailleuses et travailleurs de fuir vers les écoles privées. À cela s'ajoute le manque de places en garderie, qui frappe plus de 30 000 familles.

Le petit jeu du gouvernement Legault est facile à deviner : sous-financer les services publics de manière à en compromettre le fonctionnement, puis attendre que le secteur privé se manifeste pour répondre à la demande engendrée par un système en plein effondrement. Et quand les électeurs se plaignent, blâmer les syndicats et réduire les attentes de la population jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucune résistance.

Retour du Front commun intersyndical

L'énormité du problème nécessite une mobilisation massive. Voilà pourquoi nous assistons au retour du Front commun syndical.

Formé en 1972, le Front commun intersyndical avait pour objectif de susciter la solidarité syndicale

dans le cadre des négociations du secteur public avec le gouvernement de Robert Bourassa. Le Front commun a mené la grève générale de 1972, la plus imposante de toute l'histoire du Canada. Cette grève a eu pour résultat de grandement améliorer les conditions de travail dans le secteur public au Québec.

En 2023, nous assistons au retour du Front commun entre la CSN, la FTQ, la CSQ et l'APTS en prévision des négociations dans le secteur public, en avril. Les revendications sont simples : véritable hausse salariale, amélioration des conditions de travail, bonification des avantages sociaux et retraite dans la dignité. Bien entendu, le gouvernement rejettera ces revendications. Pour que François Legault revoie son plan visant à privatiser les services publics et à se remplir les poches et à remplir celles de ses copains, il faudra que des millions de travailleuses et travailleurs, partout au Québec, menacent de paralyser la province.

D'ici peu, des dépliants sur la campagne du Front commun seront distribués dans les sections locales du STTP partout au Québec. Informez-vous sur cette campagne, et adhérez-y. Si une réunion de planification ou d'action a lieu dans votre région, assurez-vous d'y participer. Il faut nous montrer solidaires des travailleurs et travailleuses de la santé et de l'éducation du Québec, car nous serons les prochains dans la mire du gouvernement. En participant aux luttes de nos alliés, nous pourrions amorcer la résistance face au programme du gouvernement Legault et de ses amis du milieu des affaires.

Solidarité,

François Senneville
Directeur national, région du Québec

Yannick Scott,
Directeur national, région du Montréal métropolitain

2019-2023 / Bulletin n° 444
/map scfp 1979 / es cope 225

